

Crise des sous-marins: les négociations commerciales entre l'UE et l'Australie interrompues

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 6 heures,
Mis à jour il y a 2 heures

Le premier ministre australien Scott Morrison. *Brendan Smialowski / AFP*

Suite à l'annulation par Canberra d'un important contrat d'armement avec la France, le prochain cycle de négociations sur un possible accord de libre-échange a été reporté.

Des négociations, prévues de longue date, sur un possible accord de libre-échange (ALE) entre l'Australie et l'Union européenne ont été reportées, a déclaré vendredi 1er octobre un responsable européen, après la fureur suscitée par la décision de Canberra d'annuler un important contrat de sous-marins français. *«Le cycle commercial de l'ALE a été reporté d'un mois jusqu'en novembre»*, a déclaré à l'AFP un responsable de l'UE à Canberra, jetant le doute sur l'avenir de ce pacte de grande envergure.

Le ministre australien du commerce, Dan Tehan, qui devait se rendre en Europe pour les négociations, a minimisé la décision dans une déclaration à l'AFP. *«Nous comprenons la réaction de la France à notre décision concernant les sous-marins, mais en fin de compte, toute nation doit agir dans son intérêt national - ce qu'a fait l'Australie»*, a-t-il déclaré. Dan Tehan a indiqué qu'il prévoyait de rencontrer le commissaire européen au commerce Valdis

Dombrovskis la semaine prochaine. *«Nous continuerons à nous préparer pour le 12e cycle de négociations et à travailler à la conclusion d'un accord de libre-échange qui soit dans l'intérêt de l'Australie et de l'UE»*, a-t-il déclaré.

Le 3e plus grand partenaire commercial de l'Australie

Le mois dernier, l'Australie a rompu sans avertissement le contrat portant sur l'achat de douze sous-marins français à propulsion conventionnelle pour une valeur de 90 milliards de dollars australiens (55 milliards d'euros), choisissant d'acheter à la place des navires à propulsion nucléaire de conception américaine. Cette décision a provoqué un conflit diplomatique majeur avec la France, qui a déclaré publiquement qu'elle ne pouvait plus faire confiance au gouvernement australien, accusant les fonctionnaires de mentir et remettant en question la poursuite de l'accord commercial.

L'UE est le troisième plus grand partenaire commercial de l'Australie. En 2020, les échanges de biens entre les deux économies ont été évalués à 36 milliards d'euros et à 26 milliards d'euros pour les services. Le prochain cycle de négociations devait porter sur des domaines tels que le commerce, les services, les investissements et les droits de propriété intellectuelle.

À VOIR AUSSI - Crise des sous-marins : on vous explique l'affaire